Réseau Sortir du nucléaire
Fédération de 800 associations

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge
69317 Lyon Cedex 04
Tél : 04 78 28 29 22
Fax : 04 72 07 70 04
contact@sortirdunucleaire.fr
http://www.sortirdunucleaire.fr

BILAN MORAL ET SOCIAL 2007

Au cours de l'année 2007, le Réseau "Sortir du nucléaire" a été très actif et a continué à s'affirmer comme une force de mobilisation, d'information et de proposition dans un contexte français défavorable à la lutte antinucléaire.

Plus qu'un simple outil, le Réseau "Sortir du nucléaire" est devenu au fil des années un centre majeur de réflexion, d'échanges, d'animation, d'action et de médiatisation de la cause antinucléaire en France.

Aujourd'hui, nous sommes directement confrontés au lobby nucléaire sur des questions aussi fondamentales que l'avenir énergétique (raréfaction des ressources, hausse des prix, conflits majeurs...) et climatique de la planète. Cette nouvelle donne exige la mobilisation de tous.

Ce bilan moral et social a pour but de faire un tour d'horizon le plus complet possible de notre action en 2007, en commençant par un rapide état des lieux du dossier nucléaire.

Photo : C. Farreny

Photo : O. Losson

I) QUEL ETAT DES LIEUX DU NUCLEAIRE ?

Nucléaire : une énergie qui restera marginale malgré une certaine relance dont la France de Sarkozy est un fer de lance

Contrairement aux annonces tonitruantes de relance du nucléaire dans le monde avec la construction de quelques réacteurs, le nucléaire est en réalité en perte de vitesse au niveau mondial. D'après l'étude « The World Nuclear Industry Status Report 2007 », le nucléaire a représenté à peine 1,5 % des capacités électriques supplémentaires installées dans le monde sur la période 2004-2007.

D'après cette étude, il semble impossible de remplacer les 250 réacteurs qui s'arrêteront d'ici à 2050 dans le monde au vu des obstacles financiers, des problèmes d'acceptation du public et surtout du manque de plus en plus grave de personnel qualifié et de cursus de formation dédiés.

Un autre rapport du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis, publié le 18 avril 2007, souligne que pour simplement remplacer le parc actuel (103 réacteurs nucléaires), les USA devraient construire un réacteur tous les 4 ou 5 mois pendant les 40 prochaines années.

Cependant, une reprise des projets est à craindre. Une relance est prévue en France : EPR à Flamanville (Manche) et six réacteurs à partir de 2012-2015, annoncés par Sarkozy à Penly (Seine-Maritime), pas seulement en bord de mer, mais aussi dans la vallée du Rhône (pour vendre à l'Italie) et même à Fessenheim, alors qu'aucune construction n'avait été commandée après 1987. Face à Westinghouse, EDF et AREVA s'intéressent aux USA où aucune construction n'avait eu lieu depuis 1978. En Grande-Bretagne, où aucune centrale n'a été construite depuis les années Thatcher, EDF est sur place et vend déjà de l'électricité nucléaire française qui passe par un tunnel spécifique sous la Manche. Les mêmes envisagent de construire quelques réacteurs dans l'Est asiatique. Des pays méditerranéens et quelques pays émergents, riches de leurs rentes pétrolières, sont preneurs des offres sarkozyennes, à des fins plus militaires que civiles.

Pour des raisons simples mais incontournables, l'énergie nucléaire restera une option marginale pour satisfaire l'ensemble des besoins énergétiques de la planète. Mais sa relance, même partielle, n'en aggrave pas moins les risques de prolifération. La place de bastion du nucléaire tenue par la France nous donne des responsabilités plus importantes que jamais.

Le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre

L'attribution du prix Nobel aux experts du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat) et à Al Gore pour son film « Une vérité qui dérange » illustre la prise de conscience massive de la réalité du changement climatique.

De son coté, le lobby nucléaire met tout en œuvre pour que le nucléaire apparaisse aux yeux de l'opinion publique comme une solution incontournable à l'effet de serre, à travers un important matraquage publicitaire et médiatique.

Malheureusement, cette démarche de lobbying fait son effet sur le grand public. Le baromètre des risques publié par l'IRSN en 2007 montre que, depuis 2002, les Français sont de plus en plus nombreux à répondre à la question « Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ? » par « l'absence d'émission de gaz carbonique ».

Pour notre part, nous devons insister sur le fait que la seule réponse possible au changement climatique est la baisse importante des consommations d'énergie grâce à la sobriété et l'efficacité énergétique, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

II) UN GRENELLE RADIOACTIF

Le 21 mai 2007, à peine entré en fonction, le nouveau président Nicolas Sarkozy recevait à l'Elysée "des associations de protection de l'environnement" : le Réseau "Sortir du nucléaire" n'avait pas été invité malgré son agrément national... pour la protection de l'environnement. N. Sarkozy a manifestement voulu éviter que le Réseau puisse dénoncer, en sortant de l'Elysée, l'interdiction de remettre en cause le nucléaire lors du "Grenelle de l'environnement".

En effet, la veille même de cette rencontre à l'Elysée, le ministre de l'écologie Alain Juppé, remplacé depuis par Jean-Louis Borloo, n'avait pas hésité à annoncer explicitement que la France continuerait dans le nucléaire et allait même construire de nouveaux réacteurs. Certes, le Ministère de l'écologie a ensuite tenté de se rattraper en concédant qu'il serait possible de "parler du nucléaire" lors du "Grenelle". Mais il est clair qu'il s'agissait avant tout de se contenter d'en parler. Affligeant !

Bien que maintenu à l'écart du "Grenelle", le Réseau "Sortir du nucléaire" a inlassablement demandé, pour preuve de la bonne foi du gouvernement, que soit au moins annulé, avant le "Grenelle", le décret qui autorise EDF à construire le réacteur nucléaire EPR à Flamanville en Normandie (*). Pour éviter toute remise en question du nucléaire, le décret avait été pris par le gouvernement Villepin, dix jours avant l'élection présidentielle.

Le Réseau ne pouvait pas accepter et n'a pas manqué de dénoncer vigoureusement l'escamotage sur le nucléaire et sur sa relance, dans les débats du Grenelle. Parallèlement au Grenelle, et sans faiblir depuis, Sarkozy n'a pas hésité à faire la promotion du nucléaire dans divers pays du monde (Chine, Algérie, Maroc, Libye, Egypte, Emirats Arabes Unis ...)

Photo : PE Weck

Lors des rencontres du Grenelle en régions, le Réseau a organisé des rassemblements et a participé à différents Contre- ou Alter-Grenelle qui ont été très appréciés. Pour dénoncer la politique pro-nucléaire de N. Sarkozy, le Réseau a rassemblé un millier de personnes à Paris le 27 octobre 2007 et a bloqué symboliquement le boulevard du Grenelle par un die-in. Ce rassemblement, organisé en un temps record, se déroulait le lendemain de l'annonce par le Président de la République des mesures phares du Grenelle parmi lesquelles un "gel des sites nucléaires". Nous avons dénoncé là une véritable manipulation, ce pseudo "gel" ayant été relayé par la plupart des journalistes comme un moratoire sur le nucléaire. Ne soyons pas dupes : les sites nucléaires dans lesquels se trouvent les centrales actuelles sont — pour la plupart - suffisamment vastes pour accueillir de nouveaux réacteurs. Comme sur d'autres sujets, il s'agissait pour Sarkozy d'endormir l'opinion publique sur un thème sensible.
Comme nous le développons plus loin, le Grenelle a été l'occasion pour le Réseau de présenter des scénarios de sortie rapide du nucléaire (en 5 et 10 ans).

III) UNE ACTION CONTINUE CONTRE L'EPR ET LES THT

62 000 manifestants le 17 mars 2007

Après le succès de Cherbourg en avril 2006 avec 30 000 manifestants, le Réseau "Sortir du nucléaire" a su mobiliser encore plus de monde le 17 mars 2007 lors des cinq manifestations contre l'EPR et la relance du nucléaire, à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse. Pour assurer le succès de cette journée, de très importants moyens financiers ont été mis en œuvre, avec notamment l'embauche d'un coordinateur national et la diffusion de 600 000 tracts et affiches. La mobilisation a été au rendez-vous avec 62 000 manifestants, dont beaucoup de jeunes. Du fait de la proximité de l'EPR à Flamanville en Normandie, la manifestation la plus impressionnante a été celle de Rennes, avec 40 000 manifestants (avec une forte implication de Didier Anger, Alain Rivat et Jocelyn Peyret entre autres). Les médias, très présents, ont annoncé une « marée humaine » (ouverture du journal de 20 heures de TF1). 8000 manifestants étaient présents à Lyon, 5000 à Toulouse, 5000 à Strasbourg et 4000 à Lille. Un sacré succès, dans la droite ligne des plus grandes manifestations antinucléaires des années 70, grâce à des synergies de collectifs régionaux, mais aussi grâce à la dynamique engagée dans le cadre du Collectif Stop EPR coordonné par le Réseau "Sortir du nucléaire". Ce collectif informel s'est rassemblé autour d'un Appel contre l'EPR signé par 293 organisations nationales dans 48 pays, 809 groupes locaux, 690 personnalités et 58 784 individus.

Une campagne nationale sans précédent

A l'occasion des élections présidentielles et afin d'annoncer les manifestations du 17 mars 2007, le Réseau a publié un document de campagne intitulé « Pour des alternatives au nucléaire, STOP EPR », destiné à interpeller tous les candidats. Cette campagne a reçu un excellent accueil et a été largement relayée au niveau national par de nombreux partenaires (Le Monde Diplomatique, Politis, Confédération paysanne, Top Nature, Greenpeace ...) En tout, ce sont près de 600 000 documents qui ont été diffusés et autant de cartes postales « Soleil » qui ont été envoyées aux différents candidats. Il s'agit de la campagne la plus diffusée depuis la création du Réseau. Des résultats concrets ont été

Photo : A. Lorenz

obtenus : la question du réacteur EPR et du nucléaire a été abordée lors du débat du second tour de la Présidentielle entre S. Royal et N. Sarkozy. Trois candidats à la Présidence se sont opposés à la construction de l'EPR (Dominique Voynet, Olivier Besancenot et José Bové, ainsi que Corinne Lepage alors candidate à la candidature. Ils ont tous quatre participé à Paris à une conférence de presse organisée par le Réseau "Sortir du nucléaire", à laquelle ont également participé plusieurs représentants d'associations (Les Amis de la Terre, Agir pour l'environnement, ATTAC, Greenpeace, Réseau Action Climat, etc.) Dans le même temps, S. Royal s'est prononcée pour l'abrogation du décret d'autorisation de l'EPR et F. Bayrou pour un nouveau débat sur cette question. Par contre, N. Sarkozy s'est fait le chantre de la relance du nucléaire en France et dans le monde, malgré l'opposition d'une large majorité de l'opinion publique confirmée par de nombreux sondages.

Les pylônes de la discorde

Le site de Flamanville, qui compte déjà deux centrales nucléaires d'ancienne génération, ne pourra fonctionner qu'aux deux tiers de sa puissance sans la construction d'une nouvelle ligne à très haute tension de 400 000 volts, d'environ 150 kilomètres de long en direction du sud. Car le réseau électrique actuel du Nord-Cotentin ne pourra supporter sans risques de panne d'électricité à grande échelle l'accroissement de la production provoqué par la mise en service de l'EPR. Ce chantier pharaonique nécessiterait, selon le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE, 300 pylônes de 45 à 65 mètres de haut positionnés tous les 500 mètres, pour un coût global de 200 millions d'euros. Problème : les 5 départements et les 30 communes concernées par le projet ne veulent pas entendre parler des pylônes et réclament l'enfouissement de la ligne. Or, pour des raisons techniques, aucun pays au monde n'a enfoui une ligne à haute tension sur une distance aussi longue (le record est de 40 kilomètres au Japon) et le coût d'un tel projet est exorbitant : 6 millions d'euros par kilomètre ! Trouver un accord entre les 800 acteurs de la concertation, selon le calendrier prévu, sera donc une tâche ardue pour RTE ! Le Réseau "Sortir du nucléaire" poursuivra son soutien à la mobilisation locale pour empêcher le passage d'un couloir de lignes à très haute tension (THT).

Cette forte opposition locale aux lignes THT et à l'EPR s'est traduite également par :

- la mise en place de 80 comités locaux anti-EPR, anti THT, fédérés par départements et associés au collectif régional Grand Ouest « EPR, Non merci » ;
- des occupations de pylônes THT et d'agences EDF par des militants du Ganva (Groupe d'action non-violente antinucléaire). Notons qu'à la suite de ces actions, il a été nécessaire pour le Réseau de clarifier sa position face aux éventuelles actions illégales (quoique légitimes et non violentes) qu'entreprendraient des groupes membres à leur initiative ;
- des manifestations régionales contre les THT et l'EPR, dont celle d'Ernée en Mayenne le 20 octobre 2007, qui a rassemblé près de 7000 personnes ;
- une procédure en justice contre les chantiers de l'EPR par le CRILAN, le Réseau et Greenpeace ;
- la participation à des conférences publiques ;
- des courriers (sur l'EPR et le nucléaire en général) adressés aux candidats aux élections législatives et aux nouveaux élus (114 nouveaux députés nous ont répondu à ce jour).

Malgré tout, les travaux de l'EPR se poursuivent

Avec l'élection de N. Sarkozy, et malgré l'importante mobilisation des opposants à l'EPR, les travaux, engagés depuis l'été 2006, se sont poursuivis. Pour s'assurer que tout serait parfaitement verrouillé, le gouvernement Villepin a signé le décret autorisant la construction de l'EPR... onze jours avant le premier tour des élections présidentielles. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a immédiatement attaqué cette décision en justice auprès du Conseil d'Etat. Fin 2007, la première pierre du réacteur EPR en tant que tel a été posée, et EDF espère une mise en service du réacteur au mieux en 2012. Malgré une situation difficile, nous continuons à agir pour empêcher que l'EPR, ce projet coûteux, dangereux et inutile, condamne la France à une impasse énergétique.

Photo : GANVA

IV) UNE DYNAMIQUE POUR FAIRE ECHEC A ITER

Un travail de fond a été engagé pour tenter de contrer la désinformation concernant le projet ITER, réacteur de recherche à fusion nucléaire, dont la construction est prévue à Cadarache (en Provence). Ce projet de recherche aux chances de succès quasi nulles ne produira pas d'électricité mais coûtera 10 milliards d'euros, créera 30 000 tonnes de déchets radioactifs et engendrera de graves atteintes à l'environnement notamment avec le tritium hypervolatile et très dangereux. ITER est pourtant largement présenté comme la source d'énergie inépuisable du futur, censée résoudre nos problèmes énergétiques.

Tout au long de l'année 2007, le Collectif Stop-ITER (avec notamment Antoine Calandra et Jean Marcon) et le Réseau "Sortir du nucléaire" ont dénoncé cette stratégie de fuite en avant, avec notamment une manifestation à Nîmes le 30 mars 2007 à l'occasion de l'inauguration de l'exposition mondiale consacrée à ITER, et une manifestation à Marseille le 10 novembre 2007, qui a rassemblé 2000 personnes (ce qui était une grande première dans la cité phocéenne).

Pour informer largement, une brochure grand public sous forme de dossier thématique à fort tirage (20 000 exemplaires) a été éditée en juin 2007.

Après un faux « débat public » début 2006 (alors que la décision était déjà prise), après une « concertation publique » durant les vacances d'été 2006 sur l'itinéraire routier nécessaire au chantier d'ITER suivie de l'enquête publique pour autoriser la construction d'une route « grand gabarit » de Berre à Cadarache, la mascarade s'est poursuivie du 11 décembre 2007 au 11 janvier 2008 avec une seconde enquête publique concernant la viabilisation du site ITER et la construction des différents bâtiments. Le verdict est déjà connu : une commission rendra un avis positif au préfet des Bouches-du-Rhône pour mener tous les travaux.

On ne peut croire qu'un projet d'avenir puisse naître dans un tel irrespect des milieux naturels et des hommes. Avec ITER, on est très loin des projets sobres en énergie et respectueux de la planète.

Ce projet insensé ne doit pas voir le jour, et le Réseau continue à assurer une vigilance de premier ordre et d'information avec le Collectif Stop-ITER, notamment dans la région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur.

Photo : A. Calandra

V) UN SOUTIEN ACTIF A LA LUTTE CONTRE L'ENFOUISSEMENT A BURE

Avec le Collectif Bure Stop, le Réseau a continué à agir contre l'enfouissement en grande profondeur des déchets radioactifs les plus dangereux à Bure dans la Meuse. Cette année, le Réseau a participé activement à la formation aux actions non violentes fin août 2007 et à des actions de sensibilisation sur le terrain.

Photo : G. Collin

Depuis le vote de la loi de gestion des déchets radioactifs en juin 2006, l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) met en œuvre ses plans, et l'implantation du lobby nucléaire dans la région se généralise d'une manière inquiétante.

Les programmes scientifiques et techniques de l'ANDRA s'étendront jusqu'en 2009 et seront suivis par des formalités diverses : consultation locale, ciblage de la zone restreinte, débat public, demandes d'autorisation, loi sur la réversibilité, décret, et finalement, mise en exploitation du stockage en 2025.

Lors d'une réunion qui a eu lieu fin septembre 2007 avec les différentes associations locales, le Réseau a réaffirmé son soutien à la maison de résistance de Bure notamment par sa participation à hauteur de 40 % à la Société civile immobilière (SCI) aux cotés de l'association Bure Zone Libre. L'objectif a été fixé d'inaugurer une grande salle de réunion et d'exposition d'ici le 26 avril 2009 grâce à la souscription ouverte de parts dans la SCI.

Nous continuerons à agir activement pour empêcher l'enfouissement des déchets à Bure ou ailleurs.

VI) UN SOUTIEN A L'ACTION CONTRE LE NUCLEAIRE MILITAIRE

Même si le but premier du Réseau est d'agir contre le nucléaire civil, nous avons largement manifesté notre opposition au nucléaire militaire tout au long de l'année 2007, d'autant que l'actualité (Corée du Nord, Iran) démontre que nucléaire "civil" et militaire sont indissociables.

Le collectif « Non au missile M51 » (coordonné par Xavier Renou) et le Réseau "Sortir du Nucléaire" ont organisé du 21 au 23 septembre 2007, à proximité du Centre d'Essais et de Lancement de Missiles des Landes, la deuxième édition du festival « désobéissant » Peace and Landes. Malgré une bonne couverture médiatique, la mobilisation a été malgré tout en demie teinte (2000 personnes toutefois).

Photo : A. Labat

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a poursuivi son étroite collaboration avec des associations opposées au nucléaire militaire (Appel des Cents, Abolition 2000, Mouvement de la Paix…) dans le cadre de la campagne pour le désarmement nucléaire : contribution écrite dans un journal de campagne diffusé à 100 000 exemplaires, participation à des meetings…

VII) UNE FORTE PRESENCE MEDIATIQUE

Grâce à une politique de communication dynamique et réactive de Stéphane Lhomme aidé du CA et de Philippe Brousse, le Réseau "Sortir du nucléaire" a fait de nombreuses apparitions médiatiques (presse, radios, TV), parfois à la Une de l'actualité, en mettant en lumière de nombreux sujets sensibles. Citons notamment :

- 22 février 2007 : le mensuel économique Capital révèle que "Près de la moitié des barrages hydrauliques en France sont vétustes". Grâce à un communiqué rapide, le Réseau "Sortir du nucléaire" parvient à faire passer le message "Au lieu de mettre 3,5 milliards d'euros dans l'EPR, il vaudrait mieux rénover les barrages" (le risque était que le message dans les médias soit "Heureusement qu'il y a le nucléaire, car même les barrages vont mal" !)
- 25 juin 2007 : avant l'ouverture totale du marché de l'énergie (1er juillet), le Réseau "Sortir du nucléaire" diffuse un document d'importance : "La France et le nucléaire : un flop économique".
- 19 juillet 2007 : 3 jours après le séisme au Japon qui a entraîné l'arrêt de la plus grande centrale nucléaire du monde, le Réseau "Sortir du nucléaire" rend publics des documents qui montrent la vulnérabilité des centrales françaises face au risque sismique.
- 24 juillet 2007 : à la veille de la libération des otages bulgares, le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle l'existence d'un "troc nucléaire" : en échange des otages, le dictateur Kadhafi obtient la vente par la France d'un réacteur nucléaire. Contestée par l'Elysée, cette révélation s'est depuis avérée parfaitement exacte…
- 30 juillet 2007 : à la veille du déplacement en Chine de Mme Lagarde, ministre de l'économie, le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle que la France s'apprête à brader aux Chinois "2 EPR pour le prix d'un". Le chiffre avancé par le Réseau (3,66 milliards d'euros pour les deux EPR) est ensuite confirmé par l'AFP.
- 13 décembre 2007 : le Réseau "Sortir du nucléaire" demande une enquête indépendante autour des centrales nucléaires, après la révélation de leucémies en excès autour des centrales allemandes

VIII) UNE ACTION RENFORCÉE A L'INTERNATIONAL

Les 21 ans de Tchernobyl

Le 26 avril 2007, une action de vigilance à durée indéterminée a été engagée par un Collectif (auquel participe activement le Réseau "Sortir du nucléaire") devant le siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève pour dénoncer les conséquences du crime de Tchernobyl sur les populations. L'action se poursuit encore à ce jour et déjà près de 100 vigies se sont relayées, suivies par une couverture médiatique de plus en plus importante. Pour renforcer cette action, un Appel des professionnels de la santé a été lancé pour réclamer que les Etats membres de l'OMS amendent l'accord datant de 1959 qui lie celle-ci à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), donc au lobby nucléaire. A noter une divergence entre les différents partenaires de cette initiative, certains demandant l'abrogation de l'accord OMS/AIEA, d'autres son amendement.

Pour cette même journée du 26 avril, plus de 50 actions ont été organisées partout en France sous l'égide du Réseau. En particulier, plusieurs opérations de "recrutement de liquidateurs" ont eu lieu.

Une plus grande ouverture internationale

Le poste salarié à mi-temps d'André Larivière est spécifiquement dédié à assurer les relations internationales du Réseau avec des partenaires étrangers, mais aussi à renforcer le suivi de l'actualité nucléaire dans le monde.

Voici quelques temps forts :
Le 23 mars 2007, à l'occasion des 50 ans de la signature du traité Euratom (qui sert à promouvoir le nucléaire dans l'Union Européenne et au-delà), des citoyens de différents pays européens - avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire" - ont remis au Commissaire européen chargé de l'énergie 630 000 signatures (dont 160 000 collectées en France par le Réseau) d'une pétition demandant l'abrogation du traité Euratom.

Par deux fois cette année, le Réseau par l'intermédiaire de V. Marchandier a répondu à des invitations pour des rencontres internationales en Finlande. La première fois pour le "Chernobyl day" le 26 avril 2007 où 5 pays étrangers ont été invités. Des rencontres, conférences avec la population et les politiques, à Helsinski et dans le nord-est du pays, où la COGEMA veut s'implanter pour l'extraction d'uranium. La deuxième fois pour une "European anti nuclear manifestation" du 9 au 11 novembre 2007. Des membres d'ONG, des scientifiques de 25 pays ont rencontré des politiques finlandais, pour leur exposer les raisons de leur opposition au nucléaire.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a contribué à la création d'une nouvelle coalition antinucléaire méditerranéenne. Du 27 au 29 septembre 2007, 25 personnes de 9 pays différents se sont réunies à Rhodes en Grèce pour cet évènement.

IX) UN TRAVAIL APPROFONDI AVEC LES GROUPES LOCAUX ET LES INDIVIDUS

Des rencontres régionales

Le Réseau a engagé une concertation plus régulière avec les groupes locaux, grâce à l'organisation de rencontres régionales. La première a eu lieu à Toulouse pour le Sud-Ouest à la fin 2007, la seconde à Rennes pour l'Ouest en janvier 2008. Une troisième réunion est d'ores et déjà prévue à Châteauroux pour la région Centre en mars 2008.

Des outils pour une action locale plus efficace

Jocelyn Peyret a rédigé différentes fiches de conseils pratiques pour permettre à chacun de pouvoir agir le plus efficacement possible au niveau local (organisation de conférences, affichage et tractage, organisation de stands, communication médias...)

Une démarche particulière a été engagée pour susciter partout en France la création de nouveaux groupes spécifiquement antinucléaires en concertation avec les militants locaux.

Des rencontres d'été pour des échanges en toute convivialité

Les rencontres d'été ont eu lieu début août 2007 en Bretagne. Une excellente occasion de rencontre et d'échanges pour faire connaissance entre militants du Réseau, mais aussi avec d'autres réseaux associatifs. Un foisonnement d'ateliers, de formations à l'action non violente (avec Xavier Renou particulièrement), de débats, qui a rassemblé plus de 150 participants sur une semaine. De bons moments de convivialité !

Un site Internet dédié aux groupes toujours plus étoffé

Le site des groupes est dédié aux initiatives locales, mais est aussi destiné à faire connaître les associations membres du Réseau. Cette démarche s'est approfondie par la mise en ligne de comptes-rendus, photos...

Des stands partout en France

Grâce au dynamisme des militants locaux, ce sont cette année des dizaines de stands qui ont été tenus aux quatre coins de la France dans des salons, des foires, des conférences... Une bonne occasion de venir discuter avec le public, tout en proposant les nombreux articles de notre « boutique » (livres, autocollants, DVDs, badges, jeux...) Un bon moyen aussi pour les groupes locaux de financer leur action locale grâce à une ristourne de 30 % qui leur est consentie sur le prix de vente public des articles.

Une fédération qui rassemble toujours plus largement

De 765 à la fin 2006, le nombre d'organisations membres de notre fédération est passé à 805 à la fin 2007. Parmi ces groupes signataires de notre Charte, 441 ont payé leur adhésion en 2007 (soient 54%).

Un soutien actif aux initiatives locales

Le Réseau "Sortir du nucléaire" agit dans toute sa dimension de « Fédération d'associations » pour favoriser et aider les initiatives locales. Une attention particulière est apportée aux groupes locaux et aux membres individuels du Réseau par un travail de suivi et de relais de l'information. Toutes les actions locales (517 répertoriées en 2007) ou nationales sont portées à la connaissance de tous dans l'agenda de notre site internet par Myriam Battarel. Chaque action locale fait l'objet d'une diffusion d'information par e-mail à des centaines de contacts ciblés dans le ou les départements concernés.

Une démarche spécifique vis-à-vis des individus

Une attention particulière a été portée vis-à-vis des individus, donateurs, sympathisants ou bénévoles du Réseau lorsque la demande nous en est faite (soutien à l'action locale, suivi de la création de micro groupes locaux, tenue de stands...) Les individus, qui du fait de nos statuts ne sont pas des adhérents au sein de notre fédération, peuvent désormais clairement affirmer (ou réaffirmer) leur convergence de point de vue avec les idées du Réseau en signant notre Charte aux cotés des 805 organisations membres du Réseau. Un décompte des signatures individuelles apparaîtra prochainement sur notre site Internet.

X) DES DIFFICULTÉS DE CONVERGENCE AVEC CERTAINES ASSOCIATIONS NATIONALES

Des difficultés de convergence, voire des divergences d'analyse

Greenpeace a décidé de quitter le Réseau pour des raisons de divergences stratégiques (Grenelle notamment), et a demandé à ses groupes locaux de faire de même. Une rencontre a eu lieu à Paris au cours de laquelle chacun a pu exprimer son point de vue : la porte reste ouverte d'un côté comme de l'autre pour un travail en commun ponctuel sur certains dossiers et campagnes.

Le 18 juin 2007, le Réseau a quitté l'Alliance pour la planète, tant pour des raisons de dysfonctionnement interne de l'Alliance que du fait d'une orientation très contestable qui lui a été imposée dans le cadre du Grenelle. La demande d'une exigence de moratoire sur l'EPR par le Réseau comme préalable à toute discussion dans le cadre du Grenelle a été refusée par l'Alliance, même si notre rencontre avec Nicolas Hulot et son équipe, le 9 mars 2007 n'avait pas semblé inutile. (cf. sa proposition ultérieure de moratoire).

Les 27 et 28 mars 2007, une dizaine de grandes associations (Fondation Hulot, Greenpeace, WWF, Réseau Action Climat, FNE, les Amis de la Terre, la Ligue Roc et la LPO) ont rencontré Mme Royal puis M Bayrou. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a été maintenu à l'écart par ces associations et n'a appris l'existence de ces rencontres que par la presse !

Le 21 mai 2007, une délégation associative, composée par l'Elysée et N. Hulot, a été reçue à l'Elysée. Le Réseau "Sortir du nucléaire" n'a pas été convié. Les heureux "élus", en sortant, se sont déclarés enchantés. L'interdiction de remettre en cause le nucléaire ne semble pas leur avoir posé de problème...

Une collaboration positive

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a activement participé aux cotés du Réseau Action Climat (RAC) à l'organisation en France de la journée mondiale contre le réchauffement climatique le 8 décembre 2007. Une cinquantaine d'actions se sont déroulées à cette occasion. Un important travail de fond a été réalisé sur une brochure commune intitulée « Face à la menace climatique, l'illusion du nucléaire ».

Un travail de dialogue à poursuivre

Malgré les divergences, le Réseau restera dans une démarche d'ouverture vis-à-vis de ses partenaires nationaux dans le cadre d'un dialogue ouvert et constructif, tout en gardant sa liberté de parole.

XI) UNE NECESSAIRE NEUTRALITE POLITIQUE DU RESEAU

Lors des élections présidentielles, le Réseau "Sortir du nucléaire" a appelé à ne pas voter pour des candidats pro-EPR tout en laissant à chacun la liberté de son propre choix.

Tout en ne restant pas à l'écart du débat politique sur la thématique énergétique et nucléaire, le Réseau "Sortir du nucléaire" réaffirme son indépendance vis-à-vis de tout parti ou mouvement politique , et n'apporte son soutien à aucun candidat à un mandat électif.

XII) RECOURS JURIDIQUES : DES RESULTATS POSITIFS A LA CLEF

Le Réseau "Sortir du nucléaire" savoure sa victoire. Saisi par le Réseau sur une initiative de l'association locale Sortir du Nucléaire Cornouaille et de Chantal Cuisnier, le Conseil d'État a annulé le 6 juin 2007 un décret gouvernemental du 9 février 2006 autorisant le démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère. Il se range à l'avis du commissaire du gouvernement Yann Aguila, qui s'était prononcé à la mi-mai en faveur de l'annulation du décret. La plus haute juridiction administrative a estimé que l'exploitant de la centrale, EDF, n'avait pas respecté la procédure d'information publique, comme l'y oblige une directive européenne de 1985.

Non seulement le chantier de démantèlement est interrompu, mais la décision du Conseil d'Etat nous permet d'engager d'autres actions, dont la demande d'accès à des documents administratifs, suite à la visite du site sous contrôle d'huissier pour constater l'arrêt effectif des travaux.

Par cette démarche juridique, il ne s'agit pas de remettre en cause la nécessité de démanteler les installations nucléaires, mais d'empêcher EDF de bâcler cette opération au détriment de l'environnement, de la santé des salariés, tout en bafouant la légalité. Cette victoire est une grande première.

Que ce soit l'étude de dossiers d'attaque (Bure, EPR, ITER, démantèlement de la centrale de Chooz dans les Ardennes...) ou en défense (soutien aux militants poursuivis après des actions d'occupation de pylônes), Benoist Busson, en concertation avec le CA et salariés du Réseau, poursuit un travail indispensable de suivi des dossiers essentiels. Il met à jour environ 2 fois par an un tableau de bord récapitulant le détail des actions juridiques.

XIII) UN NOUVEL OUTIL (TRES ATTENDU) POUR LE TRAVAIL DE FOND DU RESEAU

"Nucléaire : comment en sortir. Etude sur des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans"

Après des années de travail, d'échanges et de maturation, le Réseau "Sortir du nucléaire" a édité une étude de 92 pages (+ une synthèse de 26 pages) présentant et démontrant que la sortie du nucléaire en 5 ou en 10 ans est possible en France. Cette étude se base sur des données et des sources précises et vérifiables. Rédigée et coordonnée par Martin Leers, chargé de mission salarié, elle est le fruit d'une coopération nourrie entre des experts indépendants de l'énergie, un groupe de militants du Réseau "Sortir du nucléaire" et des membres du CA, dont Monique Guittenit plus particulièrement en pointe sur ce dossier depuis trois ans.

Par ce travail d'expertise, le Réseau "Sortir du nucléaire" a su démontrer qu'il est possible de se passer totalement du nucléaire à brève échéance, sans recourir à la magie, mais bien à des technologies éprouvées et reconnues, tant en matière d'économies d'énergie que d'énergies renouvelables. Grâce à cette étude, le Réseau "Sortir du nucléaire" démontre, loin de tout dogmatisme, qu'il n'y a pas de fatalisme nucléaire malgré nos 78 % d'électricité produits par l'atome.

Non, la France n'est pas condamnée à demeurer éternellement le cancre énergétique de l'Europe. Nous ne devons pas baisser les bras sous prétexte que nous vivons dans le pays le plus nucléarisé du monde ! Sortir du nucléaire, c'est possible : à nous de faire en sorte que les politiques se saisissent de cette opportunité.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a conçu cette étude pour alimenter le débat sur la sortie du nucléaire et aider les citoyens à décider en connaissance de cause de la sortie du nucléaire plutôt que de les contraindre à un choix arbitraire. C'est pourquoi nous avons conçu et présenté deux sorties possibles avec de nombreuses pistes d'action. Alors que la sortie du nucléaire en 25 ans ou 30 ans est très bien documentée, peu d'information était disponible sur une sortie à court terme du nucléaire. Cette étude vient combler ce vide et apporte une grande crédibilité à l'action de débat et de réflexion du Réseau.

Cette étude n'est pas le plan de sortie officiel du Réseau "Sortir du nucléaire", mais a pour but de démontrer qu'il est possible de sortir rapidement du nucléaire. En 5 ans ou en 25 ans, il n'y a pas de bons ou de mauvais scénarii, il y a urgence à décider de sortir du nucléaire. Aux citoyens de peser le pour et le contre de chaque sortie et, in fine, de se réapproprier la question énergétique confisquée depuis longtemps par les lobbies industriels et l'Etat.

Diffusée sous sa version complète à tous les adhérents du Réseau et à tous les abonnés de la revue "Sortir du nucléaire", elle est un des outils de la démarche d'éducation populaire dont le Réseau se veut porteur. Elle a pour but de servir de pivot pour de nouvelles réunions débats et susciter ainsi une imprégnation des esprits sur les sorties nécessaires et possibles rapidement. Bien sûr elle sera complétée au fur et à mesure des débats argumentés qu'elle suscitera.

XIV) DES SUPPORTS DE COMMUNICATION APPRÉCIÉS

Une revue trimestrielle attendue

Au fil des années, la Revue "Sortir du nucléaire " est devenue une référence sur le nucléaire et les alternatives énergétiques. Quatre numéros sont parus au cours de l'année 2007, qui ont apporté un éclairage inédit sur des sujets souvent très peu abordés dans les grands médias. Le nombre d'abonnés est passé de 16 000 à 18 500.

Des dossiers thématiques pour le grand public

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a lancé en 2007 un nouveau concept de publication sous la forme de courtes brochures d'information et de sensibilisation sur une problématique particulière liée au nucléaire. Ces dossiers ont pour but de viser un large public, très au-delà des militants convaincus et informés. Un premier numéro, coordonné par Nadège Morel, a été publié en 2007 et a reçu un excellent accueil : « ITER, un soleil artificiel à portée de main ? ». Nadège Morel a aussi remanié le journal « Déchets nucléaires, le casse-tête » (qui était épuisé) pour en faire le second numéro de ces dossiers thématiques.

Trois sites internet et 143 listes mails

Sabine Li et Myriam Battarel ont continué à développer les trois sites internet du Réseau visités chaque jour par des milliers d'internautes.
Le site portail "Sortir du nucléaire" apporte une information de fond sur le nucléaire et les alternatives, et fait le lien entre les différents acteurs de la lutte antinucléaire en France et à l'étranger. Sa fréquentation moyenne en 2007 est de 1200 visiteurs par jour.

Deux sites thématiques portent, l'un sur le réacteur EPR (fréquentation maximale de 35 000 visiteurs pour le mois de mars 2007) et l'autre sur ITER (fréquentation maximale de 2 800 visiteurs en novembre 2007).

Le Réseau gère également de nombreuses listes de diffusion internes (CA, salariés, commissions...), neuf listes de discussion (nationales, thématiques et régionales) et enfin plus d'une centaine de listes de diffusion contenant près de 40 000 e-mails au total.

XV) UN PARTENARIAT ACCRU AVEC LE MONDE ARTISTIQUE

Trente six artistes à nos côtés

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a engagé une démarche d'ouverture au monde artistique et a obtenu le soutien officiel de 36 groupes et chanteurs (Sanseverino, Kent, Marcel & Son Orchestre, Les Wampas...) qui ne manquent pas de faire connaître nos idées à un public le plus souvent jeune. Ces artistes sont présentés sur notre site Internet, et nous diffusons de l'information sur des stands lors de certains de leurs concerts.

Festival du Film court « Sortir du nucléaire »

Pour marquer les dix ans du Réseau, nous avons sollicité la création de films courts sur le thème du nucléaire ou des alternatives énergétiques. Un bon moyen de susciter de nouveaux supports audiovisuels d'information et de sensibilisation pour toucher un nouveau public à travers des oeuvres originales. La projection des films retenus aura lieu à Paris le 26 avril 2008. Ils feront ensuite l'objet d'une diffusion à travers le pays lors d'une tournée de projection, et par le biais de la mise en vente d'une compilation DVD.

XVI) DES SALARIES IMPLIQUÉS

Pour faire face à l'intensification du travail en cette période cruciale, deux postes ont été créés au cours de ces derniers mois :

- A la suite de deux CDD pour la préparation des manifestations d'avril 2006 contre l'EPR à Cherbourg et de mars 2007 dans cinq villes de France, Jocelyn Peyret a été embauché début septembre 2007 en CDI au poste de « Coordinateur national des groupes et actions » en remplacement d'André Larivière, qui est désormais uniquement chargé des relations internationales à mi-temps.

- Xavier Rabilloud a été embauché comme « Assistant de direction et de communication » début septembre 2007. Au delà d'un remplacement ponctuel de Nadège Morel en congés maternité jusqu'à la mi 2008, le but est aussi de libérer en partie Philippe Brousse dont la tâche de coordination nationale est très lourde.

- Le CDD de Martin Leers, qui a terminé ses missions sur la finalisation de l'étude sur les sorties rapides et sur la campagne EPR, est arrivé à échéance fin janvier 2008.

Le Réseau compte 11 salariés (auxquels il faut ajouter deux prestataires de services en tant qu'avocat et directeur financier) : une équipe motivée mais dont la bonne ambiance générale a été altérée par des conflits interpersonnels. Après l'adoption d'une convention collective « Animation », qui s'applique aux associations agréées comme le Réseau au titre de la protection de la nature, une nouvelle grille des salaires a été adoptée début 2007, qui a conduit à une réévaluation à la hausse de tous les salaires. Le rapport entre les salaires le plus bas et le plus haut s'établit à un coefficient de 1,8. Les salariés bénéficient d'avantages sociaux dont, entre autres, les tickets restaurants, un contrat de prévoyance, un plan d'épargne retraite entreprise et une participation aux frais de transports en commun.

Avec trois salariés qui travaillent en dehors du local de Lyon, ce sont tout de même sept salariés qui travaillent dans les bureaux exigus du 9 Rue Dumenge. Un nouveau local plus grand est recherché sur Lyon pour adapter notre structure à un espace de travail qui puisse permettre à chaque salarié de travailler dans de meilleures conditions.

Pour essayer d'accroître ses recettes, il a été décidé que le Réseau constituerait dès que possible un dossier pour pouvoir bénéficier de donations et de legs.

La gestion administrative du Réseau "Sortir du nucléaire" est un travail essentiel au quotidien. Chaque année, ce sont des centaines de milliers de courriers, emails et colis postaux que reçoit le Réseau et qui sont traités principalement par Maloin et par Charlotte Kauss.

A mesure que grandit le Réseau, le suivi financier et la gestion comptable représentent un travail toujours plus important réalisé par Annie Orenga et Jacques Caclin. En 2007, les obligations légales ont amené le Réseau à faire certifier ses comptes par un commissaire aux comptes, M. Grollemund. Le rôle de ce dernier est de contrôler la validité et la sincérité des comptes sans intervenir pour autant dans la gestion de l'association. Il a notamment pour obligation de dénoncer toute malversation éventuelle et il engage sa responsabilité pénale sur ce point.

Le Réseau est aidé dans son travail quotidien par des centaines de bénévoles qui, partout en France, assurent un travail ponctuel ou régulier, sur quelques jours ou quelques mois. Ce maillage local des militants bénévoles est une particularité fondamentale du Réseau, qu'il nous tient à cœur de développer et de valoriser.

N'oublions pas non plus le travail quotidien assidu et parfois difficile des 9 administrateurs titulaires et des 9 administrateurs suppléants, qui ont à faire face à de nombreuses sollicitations.

Bénévoles, salariés et administrateurs, personne ne ménage sa peine pour réaliser un énorme travail et faire avancer ensemble notre cause commune.

XVII) LES ACTIONS DEJA DECIDEES PAR LE CA POUR 2008

- **Festival du Film court « Sortir du nucléaire » :** les films retenus seront présentés lors d'une projection le samedi 26 avril 2008 dans une salle municipale de spectacle à Paris qui nous est prêtée à cette occasion. Cette journée sera également l'occasion de marquer les 10 ans du Réseau "Sortir du nucléaire" avec une pensée particulière pour toutes les victimes du nucléaire à Tchernobyl ou ailleurs.

- **Journée internationale de mobilisation contre le nucléaire :** pour la première fois, le Réseau "Sortir du nucléaire " coordonnera et annoncera les actions qui auront lieu le samedi 26 avril 2008 en France, mais aussi dans le monde, dans des pages spéciales (en français et en anglais) qui seront dédiées à cette journée sur notre site Internet.

Pour terminer, un grand merci aux groupes locaux, bénévoles, donateurs, administrateurs et salariés pour leur engagement.

Le Conseil d'administration
du Réseau "Sortir du nucléaire"
(Janvier 2008)

SUIVI DES DÉCISIONS DES AG 2006 ET 2007

Ce relevé se base sur la synthèse des comptes-rendus des AG

1/ Bilan de ce nous n'avions pas eu le temps de réaliser en 2006 suite aux décisions de l'AG de février 2006

- Publication sur ITER : décidé lors de l'AG de 2006, un dossier thématique, coordonnée par Nadège Morel, a été publié en juillet 2007 et a notamment servi de support de communication à la manifestation de Marseille le 10 novembre 2007.

- Finaliser et publier l'étude sur des scénarios de sortie rapide du nucléaire en 5 ou 10 ans, ainsi qu'une synthèse grand public : après plusieurs demandes lors des AG passées, ce travail a pu se concrétiser grâce à la commission « Sorties » et au travail de coordination et de rédaction de Martin Leers. Ce travail a reçu un excellent accueil malgré un accouchement quelque peu laborieux.

- Appel à la réalisation de mini-vidéos sur le nucléaire et les alternatives : suite à une motion datant de l'AG 2006, ce projet a pu se mettre en œuvre dans le cadre des 10 ans du Réseau avec un Festival du film court prévu à Paris le 26 avril 2008. Le but est de susciter la création de nouveaux supports de communication afin de toucher un nouveau public. Un DVD compilant les films sélectionnés sera édité à cette occasion.

- Travail sur le thème « Eau et nucléaire » : suite à une motion adoptée en 2006, un article de fond sur cette question a été écrit par Henry Chevallier dans la revue de janvier 2008 du Réseau "Sortir du nucléaire". Henry Chevallier est un spécialiste de la question de l'eau. Il est l'auteur de « L'Eau, un enjeu pour demain. Etat des lieux et perspectives », un livre publié en 2007.

En résumé : toutes les décisions de l'AG 2006 que nous n'avions pas eu le temps de réaliser avant l'AG suivante ont été totalement réalisées en 2007.

3/ Bilan de ce qui a été décidé lors de l'AG de 2007

- Médiatiser les réponses des candidats à l'élection présidentielle sur l'EPR et le nucléaire : une campagne nationale largement relayée a permis de faire prendre position à chaque candidat et a suscité des échanges fournis. Un moment fort : le débat télévisé entre S. Royal et N. Sarkozy au cours duquel cette question a été largement abordée.

- Réussir la mobilisation contre l'EPR, le 17 mars 2007 : les cinq manifestations décentralisées ont permis de rassembler 62 000 personnes au total. Malheureusement, cette démonstration de force n'a pas permis d'empêcher le début des travaux du réacteur en tant que tel à la fin 2007.

- Publication d'une brochure avec le Réseau Action Climat (RAC) sur le nucléaire et le changement climatique : elle a été publiée fin 2007 avec une forte implication et contribution du Réseau. Un ouvrage collaboratif remarquable du RAC et du Réseau en coédition avec le WWF, Greenpeace, Les Amis de la Terre, France Nature Environnement et Agir pour l'environnement.

- Réunions-débats jusqu'aux élections municipales et cantonales de mars 2008 : un diaporama a été élaboré et un réseau de 243 conférenciers a été mis en place pour animer des réunions débats sur le thème « Nucléaire ou alternatives : quelles énergies pour demain ? ». Tout au long de l'année 2007 et notamment avant l'élection présidentielle et législative, 146 réunions débats ont été organisées partout en France.

- Tchernobyl et le 26 avril : l'action de présence permanente devant l'OMS à Genève pour dénoncer l'accord OMS/AIEA, largement soutenue par le Réseau, a débuté à cette date et a reçu progressivement un écho favorable des médias et du public.

- Interpellation des 577 députés lors de l'élection législative (mai-juin 2007) : un questionnaire a été envoyé à cette occasion puis envoyé à nouveau aux députés nouvellement élus. 114 députés ont répondu à ce jour et nous avons publié leurs réponses sur notre site Internet.

- Information sur les possibilités offertes par l'ouverture du marché de l'électricité (1er juillet 2007 et après) : campagne d'information à l'occasion de l'ouverture du marché de l'électricité. Plusieurs articles sont parus dans la revue du Réseau sur ce sujet complexe et une étude de Greenpeace comparant les offres des différents opérateurs, soutenue par le Réseau, a été largement publicisée (la coopérative Enercoop dans laquelle le Réseau est très impliqué arrive bonne première).

- Actions lors des forages à Bure (fin août 2007) : rencontres, actions et formation à l'action non violente ont permis de souligner une nouvelle fois notre opposition à ce projet d'enfouissement des déchets nucléaires.

- Automne 2007: alors qu'il était envisagé des actions de blocage de sites nucléaires dans le Sud-Est (Marcoule, Tricastin, Cadarache), la mobilisation s'est finalement focalisée autour du projet international ITER avec un grand rassemblement à Marseille le 10 novembre 2007, quelques temps avant le début de l'enquête publique. Une grande première dans la cité phocéenne.

- Etude sur la sortie du nucléaire et de la lutte contre le réchauffement climatique dans la région Nord Pas de Calais : à l'initiative de l'association « Virage Energie », cette étude est en cours d'édition début 2008 en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire". Cette étude est accompagnée de la rédaction d'une méthode détaillée et pédagogique de la démarche qui aura été mise en œuvre, en vue de sa transposition dans d'autres régions en France.

- Actions lors de l'enquête publique sur les THT et contre l'EPR de Flamanville : de nombreuses actions (occupations de pylônes, action juridique, « mur du mensonge », débats publics...) ont permis de montrer notre opposition à ce projet tout au long de l'année 2007.

- Création d'une commission « Stratégie » : elle a démarré fin 2007 et a posé les premières bases de son fonctionnement avec la participation de représentants de groupes du Réseau, d'administrateurs et de salariés.

- Création d'un pôle de ressources : son but est de croiser et mutualiser les expertises et les compétences au sein et hors du Réseau. Son fonctionnement reste interne. Il interagit avec le Réseau via le CA. Le CA est chargé de mettre en œuvre l'installation de ce pôle de ressources. Ce pôle n'a pas encore été lancé à ce jour.

- Action non violente et désobéissance civile : suite à un atelier spécifique lors de l'AG 2007 portant sur la formation et les actions de terrain, l'AG avait mandaté le CA pour soutenir la démarche déjà engagée par le groupe d'Action Non Violente et pour lui donner les moyens appropriés. Le CA a agi conformément à la décision d'AG tout en définissant un cadre précis à un soutien à des actions non violentes mais illégales (cf. l'article 27 de notre règlement intérieur).

En résumé : quasiment toutes les décisions de l'AG de février 2007 ont été réalisées. La seule qui n'ait pas été mise en route à ce jour est la création du pôle de ressources (ex-pôle de compétences).

Photo : Aussant